PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 10 JUIN 2024

Conseillers Municipaux Présents : Alain CARALP, Thierry CALMEL, Maryse LACOMBE, Thierry PUJOL, Odile CORBIERE, Jean-François BOUSQUET, Jean-Claude GARCIA, Bernadette GOUZILLE, Michel FAUGERES, Antoine RUIZ, Fabienne BARBE, Aurélie GRAND, Erhan POLAT, Pascal RIGATTIERI,

Conseillers Municipaux Absents représentés : Mme Emmanuelle GIOVANNONI a donné procuration à M. Alain CARALP, M. Franck GIRBEAU a donné procuration à M. Pascal RIGATTIERI

Conseillers Municipaux Absents : Laurence CHEROT, Marion MONTESINOS

Secrétaire de Séance : Jean-François BOUSQUET

*** Approbation du procès-verbal de la séance du 15 avril 2024**

Aucune observation n'étant formulée, le procès-verbal de la séance du 15 avril 2024 est adopté à l'unanimité.

*** Compte rendu des décisions du Maire**

16 avril : Deux avenants sont attribués à l'entreprise INEO MPLR à BEZIERS correspondant à :

Avenant 1 :

Reprise des distributions électriques actuelles pour mise en cohérence avec les travaux CVC réalisés : Suppression du tableau électrique divisionnaire du local technique intérieur (mise en sécurité, suppression des alimentations inutiles, restitution d'un local sans risque électrique) ; Reprise d'alimentation électrique du caisson de ventilation remplacé sur lot CVC, dont mise aux normes NF-C 14-100 / 15-100 et obligation de raccordement des équipements de ventilation ERP depuis le TGBT (mise à jour norme 2017) pour un montant HT de 3 576.42, soit 4 291.70 € TTC

Avenant 2 :

Remplacement pour partie des éclairages de l'école maternelle suite à reprise / complément d'isolation des plafonds / faux-plafonds concernés. La prestation a été ajoutée suite à demande de mise en cohérence entre la reprise de faux-plafonds en dalles carrées avec des modèles d'éclairage de même format, dont suppression des luminaires à tubes leds actuellement en place, pour un montant de 2 756.18 € HT, soit 3 307.42 € TTC

23 avril : Vente d'une case au columbarium accordée à :me DERET Michèle - 2, rue du Château-34440 COLOMBIERS pour un montant de 1 000 €

24 avril : Modification de la régie de recettes du port de plaisance pour le type de produits encaissés à savoir :

1. Les droits de place des bateaux
2. Les jetons pour les douches
3. La distribution d'eau potable
4. La distribution d'électricité
5. Les dépotages
6. L'encaissement des cautions des badges en cas de perte de ces derniers
7. La taxe de séjour des plaisanciers

24 avril : Modification de la régie de recettes du Centre Municipal de Santé pour le type de produits encaissés à savoir :

- Les droits perçus pour les consultations dispensées au C.M.S.
- Les duplicatas des documents médicaux.

07 mai : marché pour la surveillance des sites de la Commune de Colombiers à SSP MEDITERRANEE 17 rue de Ratacas – ZI de Plaisance, 11100 NARBONNE pour la prestation de base : 37 200.00€ H.T et pour les prestations en option : 30 €/heure

Le marché prend effet le 1^{er} juin 2024 pour une durée d'un an renouvelable deux fois par tacite reconduction.

03 JUIN : marché pour la réalisation de centrales photovoltaïques en toitures à K-HELIOS - 65 CHEMIN DES AGONEDES - 30340 SAINT JULIEN LES ROSIERS Pour un montant HT de 342 846.10 €

I – QUESTIONS FINANCIERES

1. Rectificatif du compte administratif 2023 du budget annexe « Centre Municipal de Santé

Monsieur le Maire rappelle le vote du compte administratif 2023 du budget annexe « Centre Municipal de Santé » par délibération du 15 avril 2024 et informe qu'une erreur a été commise lors de la reprise du résultat de clôture en section d'investissement puisqu'il s'agit d'un excédent et non d'un déficit.

Il propose de statuer sur cette rectification.

Le conseil municipal, sous la présidence de M. Thierry CALMEL, 1er adjoint, (Le Maire ayant quitté la séance conformément à l'article L2121-14), rectifie à l'unanimité le compte administratif 2023 du budget annexe Centre Municipal de Santé ainsi qu'il suit :

Section de Fonctionnement

. dépenses : 755 237.85 €
. recettes : 798 034.40 €

Soit un excédent de fonctionnement de 42 796.55 €.

Section d'Investissement

. dépenses : 37 882.49 €
. dépenses engagées non mandatées : 11 540.00 €
. recettes : 140 509.55 €
Reprise de l'excédent d'investissement de 2022 : 50 847.10 €
Reprise de l'excédent d'investissement 2023 : 102 627.06 €

soit un excédent d'investissement de 153 474.16 € pour l'année 2023.

2. Affectation du résultat du Budget Annexe « Centre Municipal de Santé » 2023

Monsieur le Maire informe qu'une erreur a été commise lors de la reprise du résultat de clôture en section d'investissement puisqu'il s'agit d'un excédent et non d'un déficit. En conséquence, il convient d'annuler l'affectation du résultat de 2023 votée lors du conseil municipal du 15 avril 2024.

Le conseil municipal, prend note de cette erreur et annule à l'unanimité l'affectation du résultat de 2023

3. Décision modificative n° 1 – Budget annexe « Centre Municipal de Santé » 2024

Monsieur le Maire explique que suite au rectificatif du vote du Compte Administratif 2023 et au vote du budget annexe « Centre Municipal de Santé » de l'année 2024, il convient de prendre une Décision Modificative ainsi qu'il suit :

Recettes de fonctionnement :

002 : Excédent reporté : + 21 249.55 €

Dépenses de fonctionnement :

60612 – Energie Electricité: + 10 000.00
023 - Virement à la Section d'Investissement : - 41 510.00 €
6156 – Maintenance : + 5 000.00
625 – Frais de Mission : + 1000.00
6450 – Charges de sécurité Sociale : + 46 759.55 €

Recettes d'investissement :

001 - Reprise de l'excédent : 153 474.16 €
1068 – Affectation du résultat : - 21 250 €
021 – Virement de la section de fonctionnement : - 41 510 €

Dépenses d'investissement :

001 – Reprise du déficit : - 21 250 €
2131 : Bâtiments Publics : + 81 964,16 €
2183 : Matériel informatique : + 10 000 €
2184 : Mobilier : + 10 000 €
2188 : Autres immobilisations : + 10 000 €

Le conseil municipal, approuve à l'unanimité la décision modificative n° 1 du Budget Annexe « Centre Municipal de Santé »

4. Demande de subventions pour l'acquisition d'un ponton flottant

Monsieur le Maire informe que dans le cadre de la continuité de la requalification des quais du port de plaisance, il a été envisagé d'acquérir un ponton flottant afin de faciliter l'amarrage de bateaux et de leurs passagers mais permettre également son utilisation comme scène flottante lors des manifestations culturelles.

L'acquisition de cet équipement est de l'ordre de 33 000 € HT auprès de l'entreprise METALU spécialisée dans la construction et la réalisation d'équipements portuaires en aluminium. Il propose de solliciter une aide financière auprès du Conseil Régional et du Conseil Départemental.

Le conseil municipal, sollicite d'une part une aide financière auprès du Conseil Régional et du Conseil Départemental selon le plan de financement suivant :

**Conseil Régional : 20 %
Conseil Départemental : 30 %
Autofinancement : 50 %**

Et une dérogation exceptionnelle pour l'acquisition de ce ponton avant la notification de subvention étant entendu que cet équipement est nécessaire pour les festivités du mois de septembre 2024 d'autre part.

5. Demande de subvention du BTP CFA de Lézignan Corbières

Monsieur le Maire fait part du courrier du Centre de Formation des Apprentis du Bâtiment et des Travaux Publics relatif à une demande de subvention pour améliorer les conditions d'accueil et de sécurité des apprentis et maintenir la qualité des formations.

Il précise que quatre jeunes Colombiérains ont intégré cette école. La subvention sollicitée est de l'ordre de 50 Euros annuelle ainsi qu'une participation de 25 Euros par apprenti et demande au Conseil d'en délibérer.

Le conseil municipal, octroie, à l'unanimité, la somme de 150 Euros au bénéfice du BTP CFA Occitanie et précise que cette somme sera imputée sur la réserve de l'article 6574 du BP 2024.

6. Subvention exceptionnelle au profit du « Défi Guilhain Fabre » pour la lutte contre le cancer

Monsieur le Maire fait part de la venue d'un marathonien qui s'est donné le défi de parcourir 6 marathons en 6 jours de la ville de Sigean au village de Sampzon, en traversant 4 départements (Aude, Hérault, Gard et Ardèche), du lundi 3 au samedi 8 juin 2024.

Cette initiative vise à collecter des fonds au profit de la recherche contre le cancer. Toute son équipe a été reçue le lundi 03 juin 2024 en mairie de Colombiers où ils ont pu se restaurer en présence de bon nombre d'élus, dormir sur place, et prendre leur petit déjeuner.

Il propose de verser une subvention exceptionnelle de 500 € au profit de ce défi qui sera reversé à la ligue contre le cancer

Le conseil municipal, accepte à l'unanimité la proposition du Maire et précise que les crédits nécessaires seront prélevés sur la réserve inscrite à l'article 65748 du Budget primitif 2024.

II – ADMINISTRATION GENERALE

7. Convention de partenariat – Festivités du 14 juillet

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que, dans le cadre des manifestations du 14 juillet, un repas champêtre est organisé. Il propose d'établir une convention de partenariat avec l'association « Les Gaulois d'Ensérune » et la « Fanny Colombiéraine » dans laquelle il sera précisé que la Commune s'engage à verser une participation pour la préparation des repas et des cafés.

Le conseil municipal, autorise à l'unanimité M. le Maire à signer les conventions de partenariat avec les associations précitées pour les manifestations du 14 juillet 2024, le montant des participations s'élèvera à :

- . 1 500 € pour l'association « Les Gaulois d'Ensérune »
- . 300 € pour la « Fanny Colombiéraine »

8. Convention de partenariat – 20^{ème} Musicale

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'organisation de la « 20^{ème} MUSICALE » le Samedi 07 septembre 2024.

Afin de permettre à la population de Colombiers de bénéficier de la gratuité de cette manifestation culturelle, il propose de solliciter des entreprises pour une participation d'un montant compris entre 1 000€ et 2 700€.

Il précise qu'à cet effet, une convention de partenariat sera signée avec lesdites entreprises mentionnant les obligations de chacune des parties et demande au conseil municipal d'en délibérer.

Le conseil municipal, accepte, à l'unanimité, la proposition citée ci-dessus et autorise M. le Maire à signer les conventions précitées.

9. Convention de mise en commun ponctuelle des agents de police municipale

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 22 juin 2020, le conseil municipal a accepté une convention de mise en commun ponctuelle des agents de police municipale et de leurs équipements avec les communes de Lespignan, Montady et Nissan Lez Enserune.

Cette convention a pour but de mettre à disposition des quatre communes, toute l'année et de façon ponctuelle lorsqu'une situation d'urgence le justifie ou lors de manifestations, festivités, les agents de police municipale communaux.

Cette dernière étant arrivée à son terme, il propose de la renouveler avec ces quatre communes.

Le conseil municipal, approuve à l'unanimité les termes de la convention et autorise Monsieur le Maire à signer les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

10. Convention avec l'INSEE fixant les conditions générales de préparation et d'exécution de l'enquête famille 2025 dans le cadre du recensement général de la population

Monsieur le Maire informe que l'INSEE, par courrier du 11 avril 2024, nous indique que la commune est concernée par le recensement 2025, mais également par l'enquête Familles qui vise à mieux connaître les modes de vie des familles.

Cette enquête reconnue d'intérêt général par le Conseil National de l'Information Statistique est réalisée par l'INSEE depuis 1954 et est reconduite tous les 10 ans. Elle est menée auprès d'un échantillon de 2 000 communes tirées au hasard sur l'ensemble du territoire et Colombiers en fait partie.

Il précise que cette enquête ne concernera que certaines zones de la commune et que les réponses se feront selon les mêmes modalités que le recensement de la population et donne lecture de la convention fixant les conditions générales de préparation et d'exécution de l'enquête Familles 2025 et propose de l'autoriser à la signer.

Le conseil municipal, accepte les termes de la convention et autorise le Maire à la signer.

III – INFORMATIONS DIVERSES

Aucune autre question n'étant soulevée, la séance est levée à 19 heures 15.